

# Le libertaire

HEBDOMADAIRE

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE  
Un an ..... 8 francs  
Six mois ..... 4 —

Rédaction & Administration : 69, b<sup>e</sup> de Belleville, Paris

Adresser tout ce qui concerne le journal à CONTENT

ABONNEMENTS POUR L'EXTERIEUR  
Un an ..... 10 francs  
Six mois ..... 5 —

*L'Etat... a une longue histoire, elle est toute de sang.  
(G. CLEMENCEAU).*

**1<sup>er</sup> MAI 1919. --- Bilan : 2 Morts, 300 Blessés, 100 Arrestations**

## LE POSSOYEUR

Bâtonnés et attaqués de tous côtés par l'armée des sycophantes, il nous fut impossible d'exposer la ligne, qu'à notre avis, comportait l'attentat contre Clemenceau. Clemenceau blessé, oh ! légèrement ! reçut l'hommage de Renaudel et la louange de Jean Longuet. Le Justicier se vit méprisé dans sa personne, bâtonné dans ses intentions, outrage dans ses idées, tandis que ligotés et couverts d'une avalanche d'insultes, nous nous trouvions réduits à l'impuissance.

Aujourd'hui, qui donc parmi les folli-caires insulteuse de la veille, qui donc s'aviserait de prendre le peuple de Paris à témoign que le geste de Cottin fut un geste imbécile ? Qui donc aurait cette audace ?

Ce n'est pas notre faute si le déroulement des faits sociaux vient corroborer la thèse anarchiste, tôt ou tard. Ce n'est pas notre faute si une sorte d'immanente Justice, indépendante des volontés humaines, vient, à certaines heures stigmatiser les greedins et auroûler les combattants de l'Idéal.

En ce sens, nous n'avons qu'à nous tourner des événements d'hier. Notre cause et notre action, nous pouvons le dire sans forfanterie, ont considérablement grandi dans l'estime des masses. Des yeux se sont ouverts à la lumière.

Il ne s'en doute peut-être pas le vieillard gouvernemental qui vit dans la jungle parmi les bêtes de proie. Pour lui comme pour ses devanciers, comme pour ses successeurs, nous savons faire la part de la fonction. C'est la fonction, c'est l'institution qui font l'objet de nos critiques les plus vives. Gouverner ! Gouverner en faveur d'une classe, quand cette classe est une classe de requins, c'est nécessairement s'opposer — par la force — à tout mouvement des masses qui tenterait de renverser l'ordre ou le désordre établi. Cela, nous le savons. Et c'est même parce que nous le savons que nous voudrions voir les masses exploitées et opprimées faire le vide autour de la sinistre machinerie dirigeante qui s'appelle l'Etat. C'est parce que nous savons que les travailleurs n'ont rien à espérer de bon de l'Etat, qu'au contraire des politiciens endormeurs et électoralistes, nous, anarchistes, voudrions que les travailleurs fissent porter toute leur action personnelle et toute leur action de masse hors des voies parlementaires, sur le terrain économique, car c'est là, et là seulement, qu'ils affronteront de face et directement leur ennemi, le capitalisme.

Mais il n'est pas toujours commode — et il serait parfois désastreux — d'isoler d'homme de la fonction. Quant cet homme, quand il a derrière lui un long passé où il y a des cadavres, il serait je pense guerre de se prémunir contre lui dans le présent, et de prévenir, pour l'avenir, le renouvellement du passé, la rédiction de Draveil, il est en tout cas nécessaire de ne pas ignorer qu'on se trouve en face d'un gouvernement dont la véritable caractéristique est, avec sa haine et son mépris d'autrui, une volonté capricieuse, incohérente et sarcastique.

C'est cette volonté qui lui vaut, à l'heure actuelle, d'exercer la dictature — dictature nécessairement dirigée contre la classe ouvrière, dictature redoutable parce que dépourvue de tout élément d'équilibre, de tout frein moral.

La manière est la manière forte, la manière cosaque nuancée de cabotins-gouailleurs. Oh ! il n'opère pas lui-même. Les foules médusées ne le voient pas apparaître sur son cheval de bataille. Pompier, il ne tient pas la lance d'arrosage ; premier fléau de France, il ne surgira pas d'une encouignure pour manier la matraque d'une main experte sur un groupe de femmes et d'enfants ; tringlot ou dragon, il ne jouera pas du sabre.

Non, cet énergumène à tête de Kalounk n'opère pas en personne. Ses rages sont intérieures, ramassées, confiées en des parages discrets et inaccessibles. La circulaire, le téléphone, la

consigne verbale, telles sont ses armes. Elles suffisent pour faire des cadavres.

« Mais je n'ai pas donné de cartouches à mes agents... Mes mains sont nettes... Ma conscience est tranquille... »

Clemenceau passera une bonne nuit, et après les soins matinaux, il posera la casquette sur l'oreille pour faire son tour de jardin. Il y a du pire dans ce dictateur, de l'hygiène sous ce tigre.

Demain, une vigueur factice le conduira au Parlement — à moins qu'il n'y défile un de ses valets — et à l'interpellateur socialiste il répondra comme il répondait naguère à Jaures : « Mais si vous aviez été à ma place, vous en auriez fait tout autant ! » Suivra l'habituel couplet sur l'esprit débonnaire des braves agents de la paix, sur les méchantes intentions de la « lie », dont s'accompagnent toujours les manifestations populaires. Les grenouilles du Marais applaudiront...

En bien ! Clemenceau ne s'en tirera pas comme cela. Sa responsabilité personnelle est éclatante, énorme. Il a pré-médié le guet-apens. Il a révélé d'infiger à la classe ouvrière une leçon de la Force dans un but de terreur. Ceci est plus qu'un crime, c'est une faute.

La volonté de la classe ouvrière était de se réunir, place de la Concorde, de parcourir, en cortège, les artères centrales à l'ordinaria encombrees d'un grouillant interlope d'oisifs, de clamer ses revendications, d'exhaler ses aspirations et ses espérances.

Aucune force au monde ne pouvait détourner la classe ouvrière de son projet. Clemenceau en était averti. Clemenceau le savait.

La C. G. T. a dressé ses plans et préparé sa manifestation ouvertement. Clemenceau laisse faire ; il hésite, et, au dernier moment, alors qu'il est bien trop tard pour obtenir un revirement, d'ailleurs impossible, dans l'esprit des travailleurs, Clemenceau interdit la manifestation Guet-apens !

La manifestation aura lieu... Mais la troupe est sur le pied de guerre, mais des bataillons de gardes et de dragons ont pris position la nuit, mais les cohortes de réserve, gavées d'alcool, attendent, impatientes de bondir, le mufle écument !

Au tableau... on ne saura jamais le nombre exact des blessés et des morts. Le communiqué policier accusera un tué du côté des manifestants et reportera cette mort sur les manifestants eux-mêmes. Guet-apens et infamie !

Mais les temps ne sont plus où ce genre de sport gouvernemental recevait l'absolution du silence et l'encouragement de l'inaction.

La Bourgeoisie qui exulte après avoir tremblé passera par de nouvelles transes. La bataille va se continuer plus âpre, plus étendue, plus profonde qu'un Hervé ou un Capus peuvent se l'imaginer.

Les causes de conflit allant s'aggravant chaque jour, il est fatal que l'effet révolutionnaire finisse par s'adapter à ses causes.

Et pour vouloir sauver la Bourgeoisie selon des méthodes périlleuses, Clemenceau s'en fera, à proprement parler, le Possoyeur.

Comme tel il mérite notre particulière estime.

RHILLON.

### BALLADE CHAMPERTÉ

Nous prions nos amis de prendre bonne note d'une sortie champêtre que nous organisons pour le dimanche 18 mai à Garches-Etang de Villeneuve. Prière de ne rien organiser pour ce jour. La semaine prochaine nous donnerons de plus amples renseignements.

POUR LA CAMPAGNE ANTI-PARLEMENTAIRE

Les anti-parlementaires de Paris et de la région sont invités à se trouver dimanche 11 mai, à 9 h. 30 du matin, aux bureaux du journal.

P. LE MEILLEUR.

## Echos et Gloses

### ILS Y VIENNENT

Les fonctionnaires s'agencent. Après les bises, voici les gardiens de prison qui nous débètent. Ils revendent de meilleurs salaires et le droit syndical.

Allons ! il y a encore de beaux jours en perspective pour la C. G. T.

Autrefois, dans les grottes républicaines, Hervé occupait ses loisirs à convertir ses gardiens au socialisme.

Bientôt les temps seront changés. A leur tour, les « gafes » tromperont leur envie en initiant les militants bouclés aux beautés du syndicalisme et aux avantages de l'organisation.

Ah ! comme la détention sera, alors, moins pénible !

### JUSTICE !

Le Kaiser, paraît-il, va être jugé. Il aura répondu à l'accusation de crime d'avoir voulu, recherché et déclaré la guerre.

C'est un bien gros méfait, évidemment, qui mérite un châtiment exemplaire.

Mais, à la réflexion, il appert que, à moins d'être un « as » en la matière, le gaillard n'a pu faire ça tout seul. En bonne justice, toutes les coupables devraient être poursuivis.

Tout cela est plus difficile qu'on ne l'imagine. Tenez, rien que pour le banc des accusés ! Trouvez donc une salle assez vaste pour l'installer ! Il n'est pas prouvé que le Champ de Mars lui-même y suffirait.

Vous voyez d'ici le procès. Des incidents d'audience. Des accusateurs que les accusés accueilleront parmi eux comme des frères...

Là cela, c'est de la blague !

La Justice viendra, certainement. Elle viendra sans cérémonie, sans chichis, en douce et pour tous.

Demandez plus à Nicolas II.

### DES FLEURS ET DU PAIN

L'œuvre du « Jardin de Jenny » va reprendre vie. Les fenêtres de nos midinettes vont refleurir. Certes, un peu de douce tristesse et de délicate poésie ne sont point pour déplaire à nos gentes coquettes. Et la romance s'envole alors si légère...

Depuis la guerre, cependant, le gazon de nos Mimi-Pinson a perdu de son innocence. La gravité s'est mêlée à leur épanouissement.

La grande course

Les courses reprennent. Le Tout-Paris mondain se presse sur les pelouses. Les rastas et les « poules de luxe », légitimes et extra-légitimes, papillonnent autour des courses...

D'aucuns affirment que c'est l'avant-garde renaissez dans toute sa splendeur.

Pour les habitudes des pistes hippiques, des salons et des maisons plus ou moins closes, peut-être. La course au pognon et aux jouissances grossières continue.

Là y pourraient quelque chose de changé.

Une autre course, la course des peuples vers leur émancipation dévale maintenant. Implacable, elle gronde et, en quelques endroits, a passé le potau.

Allez-y, bourgeois ! Jouez Kara-Bouroum ou Prospopée !

Nous misons sur Lénine.

### LA POLICE

La police est au corps social ce que la vermine est au corps humain.

### LE GLANEUR

Pierre Chardon, jeune connu dans les milieux anarchistes, bien militaire dévoué et plein d'avenir, malade depuis longtemps par une maladie qui ne pardonne guère, la tuberculose, maladie qui s'était aggravée par une grippe infectieuse contractée l'année dernière, est mort le 2 mai, à Biels (Indre), lieu où il avait sa résidence. Rapelons que, il y a quelques mois, il avait perdu sa compagne, institutrice, emportée par la grippe infectieuse.

Deux jeunes gens ardents, convaincus, militants désintéressés dont nous déplorons profondément la perte.

Malgré les divergences de vues, malgré les différences de tactique qui nous séparent, en dernier nous n'oublions pas que Chardon fut avec nous en concordance d'idées pour la lutte contre la folie guerrière.

Dès le début des hostilités, il sut prendre courageusement parti et situer avec neteté et clairvoyance la position des anarchistes, face à l'immonde chose. Plusieurs années durant, nous nous sommes associés pour lutter contre l'esprit guerrier, puis la séparation se fit. Chacun selon son tempérament, ses conceptions, allant vers le milieu, vers la propagande qui lui convient. Lui, anarchiste individualiste, nous, anarchistes communistes.

Nous voulons oublier la polémique qui nous mit aux prises et ne penser qu'aux services qu'il a rendus à notre idéal.

Pierre Chardon est l'auteur d'une forte brochure, le « Mirabeau Patriote » ; de la brochure clandestine « La Guerre », et de différentes études sur les colonies anarchistes. Nul doute qu'un cours des ans, son activité, son intelligence auraient trouvé largement à se dépasser, à s'exercer et que ses œuvres, ses productions ne se seraient pas arrêtées là.

Nous regrettons qu'il n'en ait pas été ainsi.

### La Mort de Pierre Chardon

Pierre Chardon, jeune connu dans les milieux anarchistes, bien militaire dévoué et plein d'avenir, malade depuis longtemps par une maladie qui ne pardonne guère, la tuberculose, maladie qui s'était aggravée par une grippe infectieuse contractée l'année dernière, est mort le 2 mai, à Biels (Indre), lieu où il avait sa résidence. Rapelons que, il y a quelques mois, il avait perdu sa compagne, institutrice, emportée par la grippe infectieuse.

Deux jeunes gens ardents, convaincus, militants désintéressés dont nous déplorons profondément la perte.

Malgré les divergences de vues, malgré les différences de tactique qui nous séparent, en dernier nous n'oublions pas que Chardon fut avec nous en concordance d'idées pour la lutte contre la folie guerrière.

Dès le début des hostilités, il sut prendre courageusement parti et situer avec neteté et clairvoyance la position des anarchistes, face à l'immonde chose. Plusieurs années durant, nous nous sommes associés pour lutter contre l'esprit guerrier, puis la séparation se fit. Chacun selon son tempérament, ses conceptions, allant vers le milieu, vers la propagande qui lui convient. Lui, anarchiste individualiste, nous, anarchistes communistes.

Nous voulons oublier la polémique qui nous mit aux prises et ne penser qu'aux services qu'il a rendus à notre idéal.

Pierre Chardon est l'auteur d'une forte brochure, le « Mirabeau Patriote » ; de la brochure clandestine « La Guerre », et de différentes études sur les colonies anarchistes. Nul doute qu'un cours des ans, son activité, son intelligence auraient trouvé largement à se dépasser, à s'exercer et que ses œuvres, ses productions ne se seraient pas arrêtées là.

Nous regrettons qu'il n'en ait pas été ainsi.

### LE LIBERTAIRE

A l'heure actuelle, beaucoup de nos camarades sont sans travail. Nous qui parlons toujours de l'entr'aide, nous voulons qu'elle soit mise en pratique d'une manière effective, et nous demandons aux camarades qui connaissent des emplois de les signaler au journal.

### A NOS AMIS

A l'heure actuelle, beaucoup de nos camarades sont sans travail. Nous qui parlons toujours de l'entr'aide, nous voulons qu'elle soit mise en pratique d'une manière effecti-

ve, et nous demandons aux camarades qui connaissent des emplois de les signaler au journal.

A l'heure actuelle, beaucoup de nos camarades sont sans travail. Nous qui parlons toujours de l'entr'aide, nous voulons qu'elle soit mise en pratique d'une manière effecti-

ve, et nous demandons aux camarades qui connaissent des emplois de les signaler au journal.

A l'heure actuelle, beaucoup de nos camarades sont sans travail. Nous qui parlons toujours de l'entr'aide, nous voulons qu'elle soit mise en pratique d'une manière effecti-

ve, et nous demandons aux camarades qui connaissent des emplois de les signaler au journal.

A l'heure actuelle, beaucoup de nos camarades sont sans travail. Nous qui parlons toujours de l'entr'aide, nous voulons qu'elle soit mise en pratique d'une manière effecti-

ve, et nous demandons aux camarades qui connaissent des emplois de les signaler au journal.

A l'heure actuelle, beaucoup de nos camarades sont sans travail. Nous qui parlons toujours de l'entr'aide, nous voulons qu'elle soit mise en pratique d'une manière effecti-

ve, et nous demandons aux camarades qui connaissent des emplois de les signaler au journal.

A l'heure actuelle, beaucoup de nos camarades sont sans travail. Nous qui parlons toujours de l'entr'aide, nous voulons qu'elle soit mise en pratique d'une manière effecti-

ve, et nous demandons aux camarades qui

Sur cinq ou six cents arrestations, une centaine, dont plusieurs camarades femmes, ont été maintenues. Parmi les arrêtés sont nos amis Louis Bertrand, dit Lepetit, militant du Syndicat des terrassiers de la Seine, qui venait d'être libéré de la Maison Centrale de Clairvaux où il avait purgé une peine de deux ans de prison, prononcée contre lui, en sa qualité d'administrateur du *Liberaire*, en 1917 pour propagande anarchiste contre la guerre ; Léon Gauffreteau, militant du Parti Populaire de Belleville et du Syndicat des peintres ; Berthiotteau, permanent de la Maison des Syndiqués du 13<sup>e</sup> ; Bailly, du groupe des « Amis du *Liberaire* » ; d'autres encore dont nous nous excusons de ne pouvoir citer les noms.

Arrêtés dans les conditions que l'on connaît, odieusement frappés par les brutes policières, nos camarades inculpés à la suite des incidents tragiques du 1<sup>er</sup> mai, incarcérés soit à la Santé, au Cherche-Midi, ou à Saint-Lazare, se trouvent encore, après une semaine de détention, au droit commun. Ce n'est pas suffisant sans doute de faire pour suivre les manifestants par une juridiction d'exception, de leur refuser une mise en liberté provisoire qu'on n'est point chicane pourtant d'accorder en d'autres circonstances il est vrai, à des financiers voleurs, à des spéculateurs éhontés, les souffrances endurées au cours des « passages à tabac » et à la suite des coups reçus ne constituent pas eux yeux de nos gouvernements un châtiment suffisant, on veut y ajouter ces tortures matérielles et morales qui sont inhérentes au régime du droit commun : manque de nourriture ; traînement dégradant qui porte atteinte à la dignité de l'individu.

Le gouvernement se refuse, paraît-il, accorder le régime politique aux manifestants arrêtés. Pourtant il faut non sachez que nos camarades ont droit au régime politique et si de bonne grâce nos maîtres ne veulent s'exécuter, il appartient aux organisations ouvrières auxquelles adhèrent les victimes de l'abominable répression, organisations qui ont organisé et pris la responsabilité de la manifestation, il appartient aux organisations d'avant-garde faire l'agitation, l'action nécessaire pour que dans un bref délai le gouvernement se voie contraint de revenir sur son refus. Si la campagne est énergiquement menée, nous ne doutons pas devant les conséquences qu'elle peut entraîner, devant la réprobation générale qu'elle peut susciter, les dirigeants reviennent à une meilleure, à une plus saine conception des droits manifestants qu'on traduit, après avoir assassiné, devant les conseils d'enfer. Mais pourquoi s'arrête-t-on... pourquoi ne traduirait-on pas devant la justice ceux qui furent assassinés par « les gardiens de la paix » ?

Les motifs d'inculpation sont aussi stupides, aussi canailles que variés. Ce sont les agents de la force publique qui ont bousculé, assommé, assassiné les manifestants. Cela ne fait aucun doute, personnes dignes de foi, qui n'étaient pas de ceux qui manifestaient, qu'on ne peut suspecter de révolutionnarisme, de bolchévisme, en tout cas. Un député socialiste même, Paul Poncet le pauvre, fut frappé par les agents alors qu'il protégeait un des leurs contre la colère légitime des manifestants. On n'est pas plus idiot et en voit au moins qui n'a pas volé la correction qu'il a reçue. Ce sont donc les agents, en civil ou en tenue, qui sont responsables des incidents tragiques qui se sont passés ; ce sont donc les agents qui doivent rendre compte du sang versé ; ce sont donc les agents qui sont coupables des crimes commis. Tout le monde s'en rend bien compte, puisque partout ailleurs des manifestations ont eu lieu sans qu'il y ait aucune collision, aucune victime. Ce qui n'empêche qu'à Paris ce sont les victimes qui sont poursuivies, pour refus de cirer, de rebondir, d'ouvrir, de tentative d'assassinat.

Un fut relevé sanglant sur la chaussée, évanoui, la charge lui ayant passé sur le corps : refus de circuler. L'autre emporté par les brutes des brigades centrales fut copieusement assommé. D'aucuns frappés, brutalisés, osèrent s'en plaindre : outrages. D'autres qu'on arrêta sans plus de motif et à qui une main charitable glissa un revolver dans la poche, sont inculpés de tentatives d'assassinat. Vous voyez comment on fut peu embarrassé pour trouver des délits, pour fabriquer des incriminations et avec cela on vous envoie un homme en prison et même un bâton si ça se trouve. Pas plus malin que cela.

Na-t-on pas voulu mettre sur le compte d'un camarade belge le meurtre du jeune Lorne, parce qu'au moment de l'arrestation de ce camarade les policiers avaient trouvé un revolver à ses pieds ? On n'est pas plus camouflé et heureusement que l'autopsie de la victime permet de démontrer que la balle qui avait tué ne pouvait être partie du revolver qui appartient, prétend-on, à l'arrêté, le calibre n'étant pas le même, sans quoi quelle bonne aubaine pour la police et pour nos dirigeants, si l'on peut démontrer, prouver avec une mauvaise foi évidente, avec des témoignages sujets à caution, mais qu'imagine ! que Lorne avait été tué par un manifestant. Mais nos ennemis en ont pour leurs frais d'imagination, et ressort de ce cas particulier, que les sortes des policiers étaient fausses, en est de même pour tous les autres accusés, qu'on arrête au petit bonheur qui pas plus que vous ou nous, qui sont tout comme eux participant à la manifestation, avons reçu et rendu des coups, ne sont coupables des présumés délits et crimes qu'on leur impute.

On va les remettre, par conséquent, en liberté, car il serait monstrueux que sur le seul témoignage

d'agents, qu'on prend chaque jour en flagrant délit de mensonge, on songe à condamner nos camarades incarcérés.

S'il en était autrement, le gouvernement, pour rester logique, se devrait d'aller plus loin dans les poursuites, dans la recherche des responsabilités. C'est à ceux qui ont organisé la manifestation malgré l'interdiction qu'il lui faudrait s'en prendre : aux membres de l'Union des Syndicats de la Seine.

Contre tous ceux qui ont manifesté, il devrait donner ordre d'informier. C'est un vaste procès qu'il devrait faire à toute la population ouvrière parisienne qui, en ce jour de 1<sup>er</sup> mai, était toute dans la rue, manifestant. Qu'on y sonne en haut lieu. Si l'on persiste à vouloir juger et condamner nos camarades qui ne sont plus coupables que les autres manifestants qui ne se sont pas fait prendre, chacun d'entre nous aura à prendre ses responsabilités et j'ose espérer que les militants, les organisations ouvrières sauront les revendiquer toutes.

On a déjà trop attendu pour protester et pour relever comme il convenait les provocations, les crimes de nos gouvernements et de leurs sous-ordres. On pouvait espérer que l'organisation centrale des syndicats ouvriers, dont quelques membres avaient fait preuve d'un certain courage lors de la manifestation, se déciderait à la riposte, pour l'action nécessaire.

Pourquoi n'en a-t-il pas été ainsi, pourquoi cette attente, pourquoi ces tergiversations ? Pourquoi cette convocation du Conseil National pour une date trop éloignée des graves événements qui se sont déroulés hier, pour le rôle d'une résolution, d'une réponse qu'on veut vigoureusement l'espérer, émerveillée ? Chose qui n'avait chance de réussir pleinement qu'au lendemain même de la sanglante journée, alors que chacun était indigné, révolté et se serait donné bravement, tout entier, à l'action. Le mouvement de protestation pouvait être lancé, devait être lancé si tous qui furent connus les conséquences de la journée du premier mai. A cette heure même, il aurait fallu engager à la continuation de la grève générale.

Ouvriers de Paris, vous êtes fiers, vous étiez graves et résolus à manifester malgré la pluie mauvaise et l'interdiction de l'autorité. Mais pourquoi y eut-il quelques-uns d'entre vous qui, se croyant à la tête, applaudissaient des chansons insignifiantes au coin des rues, tandis qu'en d'autres lieux, tout près, vos frères revendiquaient bravement leurs droits et se faisaient pétiner ?

Sachez ce que vous voulez, ayez conscience de votre force, que quoi que vous étes, nous traité en ennemi à la moindre réclamation. Les uns, ouvriers ou employés consciencieux prétendent que le tabac les aide à travailler ; les autres, plus cyniques, vous disent que le temps consacré aux bouffées est infiniment mieux employé que celui que l'on donne « au patron ». En réalité, ce que l'on pourrait prendre pour la dignité consciente n'est que la recherche d'une immédiate satisfaction inférieure.

Le restaurant ! Lieu de délices où le corps las de l'activité accomplie, va retrouver les forces qui semblaient annihilées ; où l'esprit, lui aussi, va céder la place aux agréments olfactifs et gustatifs ; où le végétarien même, faute de mieux — car on n'a encore pensé que très peu à lui créer des restaurants — et en poussant un soupir de tristesse à la vue de la longue liste des viandes (l'œuvre de mort), se fait encore une joie de consulter le tableau des légumes et des fruits !

A table donc et mangeons ! Et vous pénétrez en l'agréable temple, grands et semi bourgeois, bouillon, coquilles, plats du jour, gâteaux ; peu importe, c'est le Temple, puisque la faim vous possède et que vous avez au fond de votre poche, toutes relativités gardées, ce qu'il faut pour l'assouvir. Vous entrez donc et... soyez donc encore : vous commencez par manger de la faim. Mélié au fumet des aliments, elle constitue un relent qui, de suite, diminue votre appétit.

### Notes d'une Révoltée

La manifestation sanglante de jeudi n'a pas été inutile. Elle a fait plus pour la cause révolutionnaire que toutes les chansons et tous les drapeaux des manifestants. Elle a renversé au cœur du peuple toutes les colères et tous les espoirs dont son armée est remplie.

Les morts, les blessés, toutes les victimes de ce Premier Mai n'auront pas soutenu vain. La brutalité gouvernementale, sans le savoir, l'heure du grand réveil. C'est l'obstacle qui empêche le fleuve de couler et fait s'amasser les eaux qui se précipiteront un jour d'autant plus violement qu'elles auront été plus longtemps contenues. Il suffit, alors, de la cuire d'un cailloux pour provoquer le cataclysme. De même une maladise du gouvernement décidera, tôt ou tard, de la violence de la révolution.

Le peuple de Paris ne se laissera pas piétiner par les chevaux, ni massacer par la police. Lève-toi, peuple puissant, et révèle tes droits. Les libertés, saché-le bien, ne te donnent pas : elles se prennent. Ce n'est pas parce qu'une poignée de dirigeants effarés aura décidé que le Premier Mai sera désormais la fête du travail que le peuple, docile, va chômer ce jour-là. Non ! Le Premier Mai n'est pas une fête : c'est une journée de revendications, c'est le jour de l'annee où, mieux que d'ordinaire, les travailleurs se comptent et prennent conscience de ce qu'ils sont, de ce qu'ils peuvent faire, et c'est une leçon pour ceux qui ne se revêtent pas de la suite des coups reçus ne constituent pas eux yeux de nos gouvernements un châtiment suffisant, on veut y ajouter ces souffrances matérielles et morales qui sont inhérentes au régime du droit commun : manque de nourriture ; traînement dégradant qui porte atteinte à la dignité de l'individu.

Le gouvernement se refuse, paraît-il, accorder le régime politique aux manifestants arrêtés. Pourtant il faut non sachez que nos camarades ont droit au régime politique et si de bonne grâce nos maîtres ne veulent s'exécuter, il appartient aux organisations ouvrières auxquelles adhèrent les victimes de l'abominable répression, organisations qui ont organisé et pris la responsabilité de la manifestation, il appartient aux organisations d'avant-garde faire l'agitation, l'action nécessaire pour que dans un bref délai le gouvernement se voie contraint de revenir sur son refus. Si la campagne est énergiquement menée, nous ne doutons pas devant les conséquences qu'elle peut entraîner, devant la réprobation générale qu'elle peut susciter, les dirigeants reviennent à une meilleure, à une plus saine conception des droits manifestants qu'on traduit, après avoir assassiné, devant les conseils d'enfer. Mais pourquoi s'arrête-t-on... pourquoi ne traduirait-on pas devant la justice ceux qui furent assassinés par « les gardiens de la paix » ?

Et pourquoi cela ?... Parce qu'on a peur, parce qu'on craint les responsabilités, sans plus. C'est cette peur des responsabilités qui fit de nos dirigeants syndicalistes les tristes renégats que nous avons connus au cours de l'affranchissement, qui fit d'eux les tristes auxiliaires des gouvernements de tout acabit. Une belle occasion se présentait à eux qui leur aurait permis de racheter, dans une certaine mesure, les fautes, les crimes du passé. Ils ne l'ont pas voulu... ou bien trop petits hommes, ils n'ont pu... Ils supporteront un jour toutes les conséquences d'une telle attitude.

Il fut un temps pourtant où à la C.G.T. on ne crainait point de se dresser plus énergiquement que maintenant contre les crimes du pouvoir. Et pourtant, à part un noyau de militants et d'hommes d'action, les masses étaient de beaucoup plus amorphes, plus indifférentes qu'à présent. Qu'on se rappelle au lendemain de Villerme-Saint-Georges la protestation énergique, violente de la C.G.T., l'affiche « Gouvernement d'assassins », le procès qui s'en suivit. Les mêmes hommes alors comme maintenant étaient en présence. D'un côté Clemenceau, de l'autre Journaux, Dumoulin, etc. Qui sait si en son for intérieur le ministre vieillard, présentement dictateur, ne regrette pas de ne pas avoir aujourd'hui comme il avait alors des adversaires à sa taille, qui traitaient de puissance à puissance. Car on ne peut nier que le « Tigre » est un rude jouteur, jouteur qui ne perd pas une occasion de cravacher, de flageller, de provoquer et qui nous conduit de ce fait, s'en doute-t-il ? à la révolution.

Sous les coups, le cheval le plus docile se cabre et rase, et malgré les solides entraves qu'il retienne, finit par les briser, puis d'un bond prend la course et s'embarre. N'en sera-t-il pas un jour de même si brutalement et qu'on réduit au rôle de simple moujik, moujik il va de soi, de l'ancien empire des czars.

Il sera rattrapé une autre fois, les farceurs !

RACA AU BOLCHEVISCHE

Les citoyens Jean Longuet et Renaudel, les deux antagonistes, sont allés à Amsterdam où se tenait certaine « Conférence qui représente le mouvement ouvrier et socialiste de 26 nations ». Mazeté !

L'histoire ne dit pas si les deux compères ont voyagé séparés ou unis, ni si un train spécial leur avait été réservé comme à des ambassadeurs.

L'histoire dit simplement qu'ils ont représenté à Amsterdam le prolétariat français. C'est assez joyeux.

Mais j'y songe, d'Amsterdam ne peut-on pas passer en Allemagne ? D'ailleurs ne peut-on pas passer en Russie ? Bien sûr que si. Alors, la fameuse enquête ? Qu'est-ce qui l'empêche ?

C'est n'est pas à Moscou qu'ira, on viendra à Paris. On n'ira pas se froisser aux Bolcheviks, on viendra très diplomatiquement, avec une Assemblée constituante, et nous pourrons nous entendre avec la réaction pour donner au prolétariat russe une bonne république bourgeoise, genre « la Française ».

En prenant la révolution russe à ses débuts, nous verrons que, seuls, les tsaristes avaient raison.

Lorsque le gouvernement de Nicolas II fut renversé dans les journées de février et mars, 1917, la classe paysanne, contrairement à ce que nous avions vu en 1905, marqua l'élément de la classe populaire, c'est-à-dire la classe ouvrière.

La révolution débute par un soulèvement populaire, cause par le mauvais fonctionnement du ravitaillement. Le 22 février, les ouvriers des usines Poutilov organisent une réunion. La direction ferme les ateliers. Les ouvriers répondent à la direction par la grève. Le lendemain, la grève s'étend les tramways font cause commune. Aussitôt, des groupes se forment, composés de vieillards, de femmes et d'enfants réclamant du pain.

La police, avec sa brutalité coutumière, charge les manifestants, qui se produisent des désordres dont le gouvernement ne saura pas maîtriser. Les ouvriers des faubourgs s'organisent en se groupant en comités. Le 25 février, la grève générale est décrétée. Les ponts sont gardés par la police, mais les ouvriers vont traverser la Neva, qui est gelée, et se répandre dans la ville. C'est une émeute populaire et ouvrière, ce n'est pas encore la révolution.

Un ukase impérial à la date de 11 mars ordonne la suspension de la Douma : mais contentement des libéraux, qui seront pour la mouvement populaire.

La révolution débute par un soulèvement populaire, cause par le mauvais fonctionnement du ravitaillement.

Les ouvriers, eux, ne perdent pas de temps, qui sera nettement pacifiste, et qui va déclarer la révolution.

Le 26 février, la grève générale est décrétée. Les ouvriers vont porter ses fruits.

Le dimanche, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Cette masse énorme d'ouvriers et soldats, qui sera nettement pacifiste, et qui va déclarer la révolution.

Le 27 février, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 28 février, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 29 février, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 30 février, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 31 février, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 1<sup>er</sup> mars, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 2<sup>me</sup> mars, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 3<sup>me</sup> mars, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 4<sup>me</sup> mars, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 5<sup>me</sup> mars, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 6<sup>me</sup> mars, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 7<sup>me</sup> mars, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 8<sup>me</sup> mars, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 9<sup>me</sup> mars, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 10<sup>me</sup> mars, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 11<sup>me</sup> mars, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 12<sup>me</sup> mars, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.

Le 13<sup>me</sup> mars, la troupe se révolte et se jointe au mouvement ; c'est la 4<sup>e</sup> compagnie du régiment Poutilov qui détrona l'empereur.